



NATIONS
UNIES



**Convention-cadre sur les
changements climatiques**

Distr.
GÉNÉRALE

FCCC/CP/2000/2
13 novembre 2000

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

CONFÉRENCE DES PARTIES
Sixième session
La Haye, 13-24 novembre 2000
Point 2 e) de l'ordre du jour provisoire

QUESTIONS D'ORGANISATION

ADMISSION D'ORGANISATIONS EN QUALITÉ D'OBSERVATEURS

**Admission d'observateurs : organisations intergouvernementales
et non gouvernementales**

Note du secrétariat

1. L'admission d'organisations intergouvernementales et non gouvernementales en qualité d'observateurs est régie par le paragraphe 6 de l'article 7 de la Convention qui dispose notamment que "tout organe ou organisme national ou international, gouvernemental ou non gouvernemental, compétent dans les domaines visés par la Convention, qui a fait savoir au secrétariat qu'il souhaitait être représenté à une session de la Conférence des Parties en qualité d'observateur, peut y être admis en cette qualité, à moins qu'un tiers au moins des Parties présentes n'y fasse objection".
2. À sa première session, la Conférence des Parties a décidé, sur proposition de la Présidente, que le secrétariat inviterait aux sessions futures de la Conférence des Parties et de ses organes subsidiaires toutes les organisations intergouvernementales et non gouvernementales admises à cette session et aux sessions ultérieures, à moins qu'une objection concernant telle ou telle organisation ne soit formulée conformément à la Convention et au règlement intérieur (FCCC/CP/1995/7, par. 22). Par conséquent, toutes les organisations admises aux précédentes sessions (à l'exception de celles qui n'avaient été admises qu'à la troisième session de la Conférence des Parties) ont été invitées à la sixième session et la procédure d'admission à la Conférence des Parties ne s'appliquera qu'aux organisations qui demandent à participer à ses travaux pour la première fois.

3. À cet égard, le secrétariat a dressé une liste des nouvelles organisations intergouvernementales et non gouvernementales qui ont fait savoir qu'elles souhaitaient être invitées à la sixième session de la Conférence des Parties, pour examen par la Conférence au début de la session. Figurent sur cette liste toutes les nouvelles organisations intergouvernementales et non gouvernementales qui ont demandé, et à qui il a été accordé, le statut d'admission provisoire aux travaux de la sixième session de la Conférence des Parties.
4. Pour établir cette liste, le secrétariat a tenu dûment compte des dispositions du paragraphe 6 de l'article 7 de la Convention et de l'usage qui veut que les organisations non gouvernementales prouvent qu'elles bénéficient du statut d'organisme à but non lucratif (non assujetti à l'impôt) dans un État Membre de l'Organisation des Nations Unies, un État membre d'une institution spécialisée ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique ou un État partie au Statut de la Cour internationale de Justice.
5. Le Bureau de la Conférence des Parties a examiné la liste des candidats et n'a élevé aucune objection concernant les organisations inscrites sur la liste figurant à l'annexe de la présente note. Ces organisations ont été avisées du "statut d'admission provisoire" qui leur a été accordé étant entendu que la Conférence des Parties est seule compétente pour se prononcer en dernier ressort sur l'admission des observateurs. Le Bureau a également recommandé que l'organisation non gouvernementale dont le nom, dans la liste, est suivi d'un astérisque ne soit admise qu'à la sixième session de la Conférence des Parties, étant entendu qu'elle serait invitée à faire une nouvelle demande si elle souhaitait continuer de suivre les travaux de la Convention après la sixième session de la Conférence.
6. Compte tenu de ce qui précède, la Conférence est invitée, à sa première séance plénière, à accorder le statut d'observateur aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales énumérées sur la liste jointe en annexe.

Annex**List of new applicant organizations having expressed their wish to be admitted as observers at the sixth session of the Conference of the Parties****I. INTERGOVERNMENTAL ORGANIZATIONS**

1. African Centre of Meteorological Applications for Development (ACMAD), Niamey, Niger
2. Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC), Bangui, République centrafricaine
3. Corporación Andina de Fomento (CAF), Caracas, Venezuela
4. European University Institute (EUI), Florence, Italy
5. Permanent Court of Arbitration, Cour Permanente d'Arbitrage (PCA), The Netherlands

II. NON-GOVERNMENTAL ORGANIZATIONS

1. Agora 21, Saint-Etienne, France
2. Alliance to End Childhood Lead Poisoning/Alianza Contra el Envenenamiento por Plomo (AECLP), Washington, DC, United States of America
3. Amazon Alliance, Washington, DC, United States of America
4. Arbeitsgemeinschaft für Umweltfragen e.V. (AGU), Bonn, Germany
5. Areket, The Public Union "Ecological Centre" Astana, Kazakhstan
6. Association Amis de Tamchakett, Nouakchott, Mauritania
7. Association des Constructeurs Européens d'Automobiles/European Automobile Manufacturers Association (ACEA), Brussels, Belgium
8. Business South Africa (BSA), Benmore, South Africa
9. Canadian Pulp and Paper Association/L'Association canadienne des pâtes et papiers (CPPA/ACPP), Quebec, Montreal, Canada
10. CarbonFix e.V. Münstertal, Germany
11. Centre for Energy Conservation and Environmental Technology/Centrum voor energiebesparing en schone technology, Delft, the Netherlands
12. Centre for Preparation and Implementation of International Projects on Technical Assistance (CPPI), Moscow, Russian Federation
13. Centre Patronal de l'Environnement du Québec (CPEQ), Montreal, Quebec, Canada
14. Centro de Asistencia Legal Popular (CEALP), Panama City, Panama
15. Coordinating Body for the Indigenous Organizations in the Amazon Basin, Coordinadora de las Organizaciones Indígenas de la Cuenca Amazónica (COICA), Quito, Ecuador
16. Council for Republican Environmental Advocacy (CREA), Washington, DC, United States of America
17. Energiestiftung Schleswig-Holstein/Energy Foundation Schleswig-Holstein (ESSGH), Kiel, Germany
18. Environment West Indies (EWI Guadeloupe), Pointe-à-Pitre, Guadeloupe, France
19. Environmental Resources Trust, Inc. (ERT), Washington, DC, United States of America
20. EPOTEC Inc., Albuquerque, New Mexico, United States of America
21. Erasmus University Rotterdam - Institute of Globalization, International Economic Law and Dispute Settlement (GLODIS), Rotterdam, the Netherlands

22. EURONATURA - Centro para o Direito Ambiental e Desenvolvimento Sustentado/Centre for Environmental Law and Sustainable Development (EURONATURA), Lisbon, Portugal
23. European Chemical Industry Council (CEFIC), Belgium
24. European Confederation of Paper Industries (CEPI), Brussels, Belgium
25. European Council for an Energy Efficient Economy (ECEEE), Oslo, Norway
26. European Federation of Asthma and Allergy Associations (EFA), Kullavik, Sweden
27. European Federation of Regional Energy and Environment Agencies/Fédération européenne des Agences Régionales et Locales pour l'Énergie et l'Environnement (FEDARENE), Brussels, Belgium
28. European Natural Gas Vehicle Association (ENGVA), Amsterdam, the Netherlands
29. European Photovoltaic Industry Association (EPIA), Brussels, Belgium
30. Fédération Interprofessionnelle pour le développement de la filière bois Rhône-Alpes (FIBRA), Lyon, France
31. FERN Foundation, Leiden, the Netherlands
32. Foundation DLO, Wageningen, the Netherlands
33. France Nature Environnement (FNE), Paris, France
34. Fundación para la Promoción del Conocimiento Indígena, Panama City, Panama
35. Global Environment Centre (GEC), Petaling, Malaysia
36. Groupe d'Études et de Recherches sur les Énergies Renouvelables et l'Environnement (GERERE), Rabat, Morocco
37. Institute for Solid Waste Research and Ecological Balance (INSWAREB), Visakhapatnam, India
38. Institute for Technological Advancement, Inc.(ITA), Wilmington, Delaware, United States of America
39. Instituto de Derecho Ambiental (IDEA), Asunción, Paraguay
40. International Association for Natural Gas Vehicles (IANGV), Auckland, New Zealand
41. International Emissions Trading Association (IETA), Geneva, Switzerland
42. International Fertilizer Industry Association (IFA), London, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland
43. International Society of Biometeorology (ISB), Paris, France
44. International Union of Railways (UIC), Paris, France
45. INZET Association for North-South Campaigns (INZET), Amsterdam, the Netherlands
46. Japan Environmental Council (JEC), Tokyo, Japan
47. Joyce Foundation, Chicago, Illinois, United States of America
48. Landvernd, National Association for the Protection of the Icelandic Environment (Landvernd), Reykjavik, Iceland
49. Manila Observatory (MO), Quezon City, Philippines
50. Meridian Institute, Dillon, Colorado, United States of America
51. Milieudedefensie (Friends of the Earth Netherlands), Amsterdam, the Netherlands*
52. Minerals and Energy Policy Centre (MEPC), Johannesburg, South Africa
53. Monterey Institute of International Studies, Monterey, California
54. National Corn Growers Association (NCGA), Des Moines, Iowa, United States of America
55. National Institute of Advanced Studies (NIAS), Bangalore, India
56. Network for Environment and Sustainable Development (NESDA / REDDA), Abidjan, Cote d'Ivoire
57. Norges Rederiforbund/Norwegian Shipowners' Association, Oslo, Norway
58. Oxfam GB (OGB), Oxford, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

59. Oxford Institute for Energy Studies (OIES), Oxford, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland
60. Pembina Institute for Appropriate Development, Edmonton, Canada
61. Perimart International, Nairobi, Kenya
62. Programme National de Prevention, de Lutte et d'Assistance Humanitaire aux victimes des Catastrophes Naturelles (PRONAPLUCAN), Kinshasa, Democratic Republic of Congo
63. Pro-Natura International (PNI), Paris, France
64. Stichting Aktie Strohalm (Vliegtax), Utrecht, Netherlands
65. Stiftung Wald in Not, Mainz, Germany
66. Swiss Association for Environmentally Conscious Management (ÖBU), Zürich, Switzerland
67. The Australia Institute LTD., Canberra, Australia
68. The Conservancy Association, Hong Kong, China
69. The Corner House, Sturminster, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland
70. The George Washington University, Center for Environmental Policy and Sustainability Management, United States of America
71. The Japan Economic Research Institute, Tokyo, Japan
72. The Sudanese Environment Conservation Society (SECS), Khartoum, Sudan
73. The Transnational Institute (TNI), Energy Project, Amsterdam, the Netherlands
74. Third Planet, Fort Lauderdale, Florida, United States of America
75. Union of Public Associations "Environmental Congress of Russia" (REC), Moscow, Russian Federation
76. University of Cambridge, Centre of International Studies, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland
77. University of East Anglia, School of Environmental Sciences, Climate Research Unit/Tyndall Centre for Climate Change Research, East Anglia, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland
78. University of Groningen, Department of Economics and Public Finance, Groningen, the Netherlands
79. University of Maastricht, Institute of Transnational Legal Research (METRO), Maastricht, the Netherlands
80. University of Oxford, Environmental Change Institute (ECI), Oxford, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland
81. University of Waikato, The International Global Change Institute (IGCI), Hamilton, New Zealand
82. Wetlands International, Wageningen, the Netherlands
83. World Petroleum Congress (WPC), United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland
84. Yaysan PELANGI Indonesia (PELANGI), Jakarta, Indonesia
85. Young Energy Specialists and Development Co-operation (YES-DC), Utrecht, the Netherlands.
